

Conséquences humanitaires

Lors des différents groupes de discussions communautaires tenus dans la zone, les échanges avec les autorités locales ainsi que les leaders communautaires ont affirmé que le déplacement de la population était soudain. Les personnes déplacées n'ont pas eu l'occasion de récupérer leurs biens, raison pour laquelle ces ménages éprouvent des difficultés d'accès aux Articles Ménagers Essentiels (AME) pour réaliser des travaux ménagers dans le milieu d'accueil. L'attaque a coïncidé avec la période de récolte, les produits champêtres emmagasinés dans les greniers et d'autres abandonnés dans les champs ont été pillés par les éléments armés. Plusieurs maisons ont été incendiées. Aussi des biens non alimentaires ont été emportés par les assaillants. Ces pillages ont été accompagnés par des tueries et d'enlèvements de personnes. Dans les zones de déplacement on observe la présence des enfants non accompagnés (ENA) et des enfants orphelins qui ne sont pas pris en charge à cause des ressources financières limitées des familles d'accueil.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	3%	2%
18-64 ans	19%	16%
6-17 ans	19%	18%
7 mois-5 ans	10%	11%
0-6 mois	2%	2%
Total	52%	48%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	74%
Nutrition	1%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	3%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	1%
Santé	1%
Education	0%
Nourriture	5%
Moyens de subsistance	2%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	10%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés			12888		
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	5%	5%	22%	-	68%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	7%	-	13%	-	79%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	2%	31%	-	-	59%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	95%	-	-	-	5%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans		-		-	
	MAG femmes enceintes et allaitantes	60%	-	40%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	1%	16%	68%	1%	0%
	Promiscuité dans les abris				65%	
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	7%	60%	33%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	8%	6%	48%	9%	15%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	3%	-	42%	-	56%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	23%	38%	37%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans			56%		
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)			Paludisme		
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	52%	-	-	-	47%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	71%	-	-	-	29%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	77%	-	-	-	5%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	74%	-	20%	-	6%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours		22%			

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Les personnes déplacées rencontrées lors GDC ont affirmé que jusqu'à ce jour, les assaillants continuent à faire leurs incursions dans certaines localités de provenance, notamment à Nioka et à Awu. Les personnes qui font des mouvements pendulaires en quête de nourriture dans la zone de provenance sont victimes d'enlèvement et de meurtre; raison pour laquelle les personnes déplacées n'ont pas l'intention d'y retourner pour l'instant.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)	88%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	0%
Vouchers / foires	24%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	42%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	1%
Autre	0%

(% de ménages)

88%
0%
24%
42%
1%
0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	24
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	46
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	18
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	6
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	37
Santé	12
Education	24
Protection (y compris la sécurité)	3
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	28
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

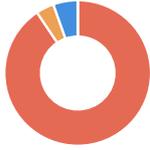
(Fréquence de réponses pondérée)³

Fréquence max. possible: 66

0
24
46
0
18
6
37
12
24
3
0
0
28
0
0
0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	91%	22%	
Retournés	4%	6%	
Communauté hôte / autochtones	5%	72%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	12888	327	
Retournés	565	90	
Communauté hôte / autochtones	767	1099	
Réfugiés	0	2	
Rapatriés / expulsés	0	2	

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

14220 1520

Taille moyenne des ménages (EM)

9.5

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

95% 38% #REF!

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

8% (Réponse IC majoritaire)
ii, beaucoup (plus de la moi

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

1166

#REF!
#REF!

Analyse des mouvements de population

Environ 42 826 personnes sont en situation de déplacement dans 18 villages des aires de santé Ngote, Avu, Gamba, Sii, Liby et Ter'ususa dans la zone de santé de Rimba. Les personnes déplacées représentent 54% de la population de ces Aires de santé. Au moins 12 848 personnes déplacées sont arrivées dans ces zones d'accueil entre août et octobre 2023 et 29 978 personnes de la deuxième vague fuyant les nouvelles atrocités des éléments armés ont été hébergées dans les familles d'accueil entre novembre 2023 et février 2024 dans la même zone. Les déplacés internes proviennent des localités de Panyabiu, dzoo Apele, Ugodo, Akusi, Puna, Zagu, Rimba, etc. La détérioration des conditions sécuritaires liée à l'intensification des attaques des éléments armés enregistrées dans les villages d'origines, démotivent le retour progressif de déplacés. Par conséquent les déplacés n'ont pas manifesté l'intention de retourner rapidement dans leurs villages respectifs. Cependant, près de 80% de déplacés qui avaient fui entre août et novembre 2023 ont bénéficié de l'assistance multisectorielle de l'ONG SOLIDARITE Internationale distribuée en septembre 2023 sur l'axe Ngote-Nioka. Les personnes récemment déplacés (entre novembre 2023 et février 2024) n'ont reçu aucune assistance humanitaire. Les services de base communautaire tels que les écoles, les marchés, les centres de santé sont opérationnels dans les zones d'accueil. Des besoins urgents en sécurité alimentaire, en articles ménagers essentiels, en protection, en éducation, en santé et nutrition ont été fortement exprimés par la population déplacée.

N°	Aire santé	Pop. avant la crise	Villages	Personnes autochtones	Personnes déplacées	Ménages déplacés	Total déplacé Vague 1 (août à octobre 2023)	Total déplacé Vague 2 (Novembre 2023 à février 2024)
1	Ngote	13345	Jupajuro	4855	2922	524	787	1635
			Ramazani	4352	2350	470	705	1645
			Lokra	4138	2235	447	670	1564
2	Avu	17633	Ugudo	5963	3058	612	917	2141
			Pabong	4274	2308	462	692	1616
			Jupalangu	7686	4156	831	1247	2909
3	Gamba	9945	Jupalokre	3954	2135	427	641	1495
			Jupalangu	2445	1320	264	396	924
			Pamone	3546	1915	383	574	1340
4	Sii	9775	Sii	3242	1751	350	525	1225
			Desa	1594	891	172	258	603
			Jupio	1793	998	194	290	676
			Sina	1739	926	188	282	657
5	LIBY	12923	Bralu	1407	760	152	228	532
			Juparezya	8723	4710	942	1413	3297
6	TER USUSA	15688	Jupaocida	4200	2268	454	680	1588
			Pamoc	6723	3630	726	1089	2541
Total général				79307	42826	8565	12848	29978

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	42826
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	79307
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	122133

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0	0	
	115-125 mm	2	1	3		
	>125 mm	27	33	60		
	MAG	2	1	3		
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0	0	
	115-125 mm	2	5	7	7	
	>125 mm	22	29	51	51	
	MAG	2	5	7	7	
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0	0	
	115-125 mm	4	6	10	10	
	>125 mm	49	62	111	111	
	MAG	4	6	10	10	
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	0%			
	185-230 mm	10	40%			
	>230 mm	17	60%			
	MAG	10	40%			

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés				
	< 2 ans		≥ 2 ans	Total
	n	%	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	1	1	2
	115-125 mm	3	4	7
	MAG	3	5	8
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	7	8	15
	115-125 mm	9	7	16
	MAG	16	14	30
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	8	9	0
	115-125 mm	12	11	22
	MAG	19	19	38
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	14		
	185-230 mm	15		
	MAG	28		

Analyse Nutrition

Sur un total de 121 enfants de moins de 5 ans screenés, 0 cas malnutrition aigüe sévère dépistés, soit 0% et 10 femmes de malnutrition aigüe modérée dépistés, soit 8%. Les l'ONG ADSSE et INTERSOS en partenariat avec le PAM appuyaient le programme gratuit de prise en charge des cas de malnutrition aigüe modérée et aigüe sévère dans les structures sanitaires des zones enquêtées. Ces projets ont pris fin en décembre 2023. L'état nutritionnel des enfants souffrant de la malnutrition aigüe modérée risque de se dégrader à la suite du manque d'appui nutritionnel. Sur un total de 27 femmes enceintes et allaitantes (FEFA) screenées, 10 femmes ont présenté un PB de 185-230mm soit 40% de malnutrition aigüe modérée. Aucun cas de malnutrition aigüe sévère n'a été dépisté chez les femmes enceintes et allaitantes. Cette prévalence révèle une situation nutritionnelle alarmante qui a un impact négatif sur le développement du fœtus et sur la croissance psychomotrice de l'enfant.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		41	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	69%	39	
Agriculture de subsistance	26%	35	
Agriculture de rente	0%	2	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	2	
Élevage	0%	5	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	20	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	22%	-	
Non	78%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Non consensus
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	85%	-	
Non	14%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	21%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	35%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	11%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	5%	29	
Non	94%	12	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	15	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	17	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	9	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
		41	
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM)²			
Production personnelle	54%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	3%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	14%	-	
Marché	24%	-	
Travail pour de la nourriture	36%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	7%	-	
Achat auprès d'un voisin	4%	-	
Petit commerce	3%	-	
Vente de braises/charbon, etc	2%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	3%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	68%	-	5
1-2 semaines	22%	-	3
3-4 semaines	5%	-	1
Plus de 4 semaines	5%	-	
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	2	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)⁴			
Acceptable (>42)	7%	-	1
Limite (>28)	13%	-	3
Pauvre (≤28)	79%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)⁵			
Durable (<4)	2%	-	1
Sous pression (<19)	31%	-	3
Crise / urgence (≥19)	66%	-	5



Analyse Sécurité alimentaire

En analysant la situation de sécurité alimentaire dans la zone évaluée, 69 % de ménages déplacés vivent des travaux journaliers, tandis que 26% de la population déplacée vit de l'agriculture de subsistance. Les espaces cultivables sont devenus de plus en plus rares et moins fertiles par ce que les autochtones occupent toutes les espaces cultivables. Pour céder les portions des terres aux déplacés et voir même à la population locale, les propriétaires terriens exigent l'argent. La terre arable n'est pas mise en jachère et l'alternance des types cultures n'est pas faite ce qui réduit sensiblement la production agricole et l'équilibre alimentaire dans la zone évaluée. L'appui aux activités des solutions durables notamment la relance agricole et la bonne politique agraire (distribution des intrants agricoles, octroi des terres arables) pourraient contribuer à accroître la production agricole des ménages hôtes et déplacés. Dans un premier temps, les acteurs des réponses rapides sont appelés à organiser des distributions des cash alimentaires pour faciliter l'accès à la nourriture. L'assistance pourrait contribuer à réduire le risque des maladies causées par le déséquilibre alimentaire.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris			
		36	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	12%	-	
En famille d'accueil	83%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	1%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)			
		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	4%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	77%	29	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	5%	9	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	2	
Ecole transformée en centre collectif	-	2	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	11%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	1%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	65%	-	Sévérité 4
Non	35%	-	
Ne sait pas	0%	-	
<i>Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</i>			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	10%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	3%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	63%		3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	5%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	1%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5



Analyse Abris

Selon les résultats des enquêtes réalisées sur le terrain, 77% de ménages déplacés occupent des maisons construites en matériaux non-durable. D'autres déplacés se trouvent dans les aires de santé de Liby, Ter'ususa,Avu et Sii occupent des centres collectifs dont les écoles et les églises. 80% de déplacés sont hébergés principalement dans les familles d'accueil dans des conditions de promiscuité par manque d'espace.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)



EM
(% de ménages)

IC

Sévérité

Score card AME



0%	-	1
0%	-	2
7%	-	3
60%	-	4
33%	-	5

Analyse AME

Selon les résultats des enquêtes ménages, 82% des femmes et filles en âge de procréation n'ont pas accès aux kits d'hygiène menstruelle par manque de moyen. En revanche seulement 11% utilisent de femmes utilisent les kits hygiène intime et 7% ne se sont pas prononcées. Au regard de ces données, le score card AME montre que 60% des ménages a un score card entre 3 et 3.9, 33% des ménages a un score card de 4 à 5 ; et 7% des ménages a un score card de 2 et 2.9. Ce résultat démontre clairement qu'un pourcentage élevé de la population déplacée présente une vulnérabilité accrue en AME.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		44	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	167	
Robinets public / bornes fontaines	-	101	
Puits à pompe / forage	-	51	
Puits creusé aménagé	-	151	
Source naturelle aménagée	-	151	
Source naturelle non-aménagée	-	152	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	212	
Camion-citerne	-	167	
Charrette avec petite citerne	-	167	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	170	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	168	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	23%	-	1
Source non-améliorée	68%	-	3
Eau de surface	9%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	56%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	60%	-	60%
De 31 minutes à 2 heures	39%	-	39%
Plus de 2 heures	1%	-	1%
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	23%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	29%	39	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	7%	13	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	2%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	0%	3	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	28%	30	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	2%	13	
L'eau est trop chère	4%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	26%	0	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	4%	2	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		44	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	59%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	0%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	41%	-	
Les filles de moins de 18 ans	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	8%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	6%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	8%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	48%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	8%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	9%	-	
Pas assez d'eau pour boire	15%	-	
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	3%	-	1
Oui, eau seulement	42%	-	3
Non	56%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
			Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
			Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	61%	-	
Non	39%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	8%	-	
Non	90%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	11	
Eau stagnante	-	8	
Déchets solides domestiques	-	27	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	2	
Rongeurs / rats	-	5	
Aucun	-	9	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		44	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	23%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	38%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	37%	-	5

Analyse EHA

Dans la zone évaluée, le taux de maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de 5 ans représente 56%. Ce taux élevé de diarrhée est dû à l'insuffisance d'accès à l'eau potable. Certaines sources et puits forés ne sont plus fonctionnelles et d'autres ne sont pas entretenues, ce qui explique le niveau 03 de la sévérité des maladies diarrhéiques observé chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone évaluée. La population consomme à 68% l'eau de sources non protégées alors que seulement 23% des ménages consomment l'eau provenant des sources aménagées et protégées. Le temps passé au lieu de puisage est au-delà de 30 min et la distance à parcourir pour puiser de l'eau est moins longue. Les installations sanitaires sont insuffisantes, d'où les latrines pour les femmes et les hommes ne sont pas séparées. Plus de 50 personnes utilisent une seule latrine, qui généralement n'est pas hygiénique. Globalement les ouvrages d'hygiène et d'assainissements sont pratiquement insuffisants.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé **44**

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	78%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	21%	-
Autre	0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	79%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	20%	-
Autre	0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	64%	-
Entre 1 heure et 2 heures	33%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	3%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	17
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	27
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		44	

Problèmes d'accès aux soins de santé (IC)²

Pas de problèmes	-	5	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	10	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	6	
Manque de médicaments	-	19	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	30	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	6	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	56%	-	3
Fièvre	88%	-	
Toux	83%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	83%	-
Non	9%	-
Ne sait pas	1%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	45	160
Infection Respiratoire Aigue	30	100
Diarrhées aiguës	4	53
Typhoïde	0	48
Malnutrition aigue globale	16	16
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non consensus

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Selon les informateurs clés, 78% des hommes et 79% des femmes interrogés dans la zone évaluée fréquentent les structures sanitaires pour les soins de santé primaires, alors que 41% des hommes et des femmes qui n'ont pas de moyens pour payer les soins préfèrent suivre les soins à la maison. Au moins 64% des personnes interrogées mettent moins d'une heure pour atteindre la structure sanitaire et 33% marchent entre une heure et deux heures de temps. 88% des enfants de moins de 5 ans souffrent de la fièvre, 83% souffrent de la toux, 66% des ménages dorment sous la moustiquaire imprégnée à insecticide, et 56% des enfants de moins de 5 ans présentent la diarrhée soit un niveau de sévérité 03. L'ONG MALTESER appui les formations sanitaires en paquet minimum d'activités de soins de santé primaire.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		43	

Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)

Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	47%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	29.33333333	

Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

Présence de PSH	29%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	17	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	20	-	
Nombre total de personnes âgées	7	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

Rien à signaler / Pas de problème
Meurtre
Mutilations / coups et blessures
Violences intercommunautaires
Violences sexuelles
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
Blessés / morts dus aux mines
Mariage forcé / précoce
Violences conjugales
Séparation des familles
Pillage / vol / cambriolage
Pillage du bétail
Arrestations arbitraires
Harcèlement ou divulgation de renseignements
Recrutements / enrôlements forcés
Démobilisation d'acteurs armés
Travaux forcés
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
29	22	28	22
4	2	0	0
0	0	0	0
1	3	1	2
0	1	0	0
0	0	0	2
2	2	0	0
2	9	0	14
1	11	0	1
3	1	2	0
4	0	1	1
0	0	1	1
5	0	4	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	1	0	0
2	2	7	4
0	0	0	0
0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	8%	-
Déni d'accès à des services	5%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	2%	-
Travail forcé	2%	-
Pas de cas dans le ménage	84%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	2%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	7%	-
Déni d'accès à des services	3%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	4%	-
Travail forcé	3%	-
Pas de cas dans le ménage	83%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	3%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non consensus

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			
		43	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	46%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	25%	-	
Viol	12%	-	
Agression sexuelle	10%	-	
Violence physique ou harcèlement	10%	-	
Mariage forcé	3%	-	
Déni d'accès à des services	2%	-	
Abus psychologique / émotionnel	3%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	2	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	13	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	24	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	4	
Ne se prononce pas	-	4	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	26	
Accapement des terres	-	3	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	3	
Accès à la terre pour les PDIs	-	12	
Augmentation du coût du loyer	-	5	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	1	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	3	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	2	

Analyse Protection

Dans les villages évalués, 47% de la population affirme avoir accueilli les enfants non accompagnés. Les acteurs de protection devraient organiser des actions idoines pour répondre aux besoins de ces enfants vulnérables. Des observations faites, aucune structure appropriée de prise en charge de ces enfants notamment les espaces amis d'enfants est fonctionnelle dans la zone. Les enquêtes ménages révèlent que 12 % des ménages enquêtés ont été victimes des viols, 10 % d'agressions sexuelles, et 10% ont subi la violence physique. Tous ces cas emmurés n'ont pas été référés vers les structures appropriées de prise en charge. Les présumés auteurs sont en premier lieu les membres de la communauté suivi des hommes en uniformes. Des tensions entre les déplacés et la population hôtes n'ont pas été relevées, d'où la cohabitation est pacifique. Vue les conditions difficiles que traversent les déplacés dans les zones d'accueil, ils se rendent souvent dans leurs villages de provenance situés dans les zones insécurisées pour chercher la nourriture, et se laisse exposés aux divers incidents de protection.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education			
		52	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)			
		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	74%	-	1
Plus de 1 heure	20%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	6%	-	5
École primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	17%	-	
Non	74%	-	
Ne sait pas	9%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	32	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	2	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	10%	-	
Filles (Primaire)	13%	-	
Garçons (Secondaire)	28%	-	
Filles (Secondaire)	35%	-	
Total	22%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	59%	-	
Ecole trop éloignée	8%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	9%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	1%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	10%	-	
Enfant jamais allé à l'école	1%	-	
Autre	3%	-	
Ne se prononce pas	10%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	6	13
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	20	21
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	2	2
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	2	-
Faim	2	4
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	15	10
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	1	1
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	1	1
Ne se prononce pas	3	0

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
	6	13
	20	21
	0	0
	0	0
	2	2
	0	0
	0	-
	2	-
	2	4
	0	0
	15	10
	0	0
	1	1
	0	0
	0	0
	1	1
	3	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	69%
Avant la crise	-	63%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	56%
Avant la crise	-	57%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant		76.88888889
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise		59

Analyse Éducation

Au moins 74 % des villages évalués ont des écoles situées à moins d'1 heure de marche, alors que dans certaines zones une école peut être fréquentée par les enfants provenant dans deux villages. L'effectif d'élève déplacé inscrit dans 11 écoles primaires qui fonctionnent dans les trois aires de santé évaluées est tellement réduit en raison du manque des fournitures scolaires et des ressources limitées des parents pour contribuer aux frais scolaires exigés dans certaines écoles. Certaines écoles de la zone évaluées, les personnes déplacées continuent à les utiliser comme abris. (EP.AVU, EP.SII, EP. GAMBÀ). L'occupation de ces écoles perturbent le fonctionnement normal des écoles. Les infrastructures de certaines écoles visitées sont dans un état de délabrement, les toilettes ne sont pas hygiéniques et le système de collecte d'eau de pluie est inexistant, ce qui fait que les élèves étudient dans un environnement moins protecteur. Un pléto d'effectifs d'élèves est remarqué dans certaines écoles, ce qui influe sur la qualité de l'enseignement.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		66	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Oui	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)²			
Pas d'aide reçue	74%	-	
Nutrition	1%	5	
Abris	0%	6	
AME	3%	8	
EHA	1%	8	
Santé	1%	3	
Education	0%	0	
Nourriture	5%	6	
Moyens de subsistance	2%	8	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	10%	25	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	1%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC)²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	24	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	46	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	18	
AME	-	6	
EHA	-	37	
Santé	-	12	
Education	-	24	
Protection (y compris la sécurité)	-	3	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	28	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²			
Cash physique (en espèces)	88%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	0%	-	
Vouchers / foires	24%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	42%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	1%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	21%	-
Où recevoir l'assistance	58%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	58%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	5%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	12%	-
Comment donner son feedback	2%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	4%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	3%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	7%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	3%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	9%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	46%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	5%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	11%	-
Crieurs publics avec mégaphones	19%	-
Au travers des leaders communautaires	46%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	8%	-
Organisations / comités de femmes	3%	-
Autorités locales gouvernementales	7%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	9%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	12%	-
Boîte à plaintes	37%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	44%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	3%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	8%	-
Crieurs publics avec mégaphones	2%	-
Au travers des leaders communautaires	27%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	6%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	14%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	1%	-
Préfère ne pas répondre	10%	-

Analyse AAP

Plus de 80% des personnes enquêtées qui ont fui les attaques de novembre 2023 à février 2024 disent n'avoir pas encore reçu d'aide humanitaire depuis leur arrivée dans les aires de santé de Ngote, Avu, Gamba, Sii, Ter 'ususa. Les besoins prioritaires les plus cités sont exprimés en termes de manque de ressources financières (cash), nourriture, santé, abris/AME, etc. Pour les PDI, le besoin de renforcer les dispositifs sécuritaires dans leurs localités de provenance est tellement urgent pour motiver leur retour. Au moins 84% des personnes interrogées préfèrent recevoir l'assistance en cash multiple sectoriel. Les besoins tels que décrits par la population enquêtée devraient être respectés par les acteurs de réponse humanitaire dans le but de s'aligner derrière leur choix de modalité d'intervention à organiser. Toutefois, si pour des raisons opérationnelles et sécuritaires, les modalités d'interventions exprimées par la communauté bénéficiaire seraient difficiles à organiser, il faudrait alors les informer en avance à travers des canaux de communication appropriés définis par les populations déplacées pendant l'évaluation.

Conclusions générales et commentaires

La fin de l'année 2023 et le début de l'année 2024, la zone de santé de Rimba a connu la montée de l'insécurité dans plusieurs aires de santé qui sont à la limite avec la zone de santé de Kambala. Cette partie de la zone, à plusieurs reprises a été touchée par les exactions des éléments armés. Les attaques armées qui ont entraîné des conséquences humanitaires dans la zone de santé de Rimba et qui font l'objet de cette évaluation sont celles du 12 novembre 2023 et du 21 janvier 2024. A cette période, les attaques des éléments armés organisées dans les aires de santé de Rabu (zone de santé de Kambala) et Awu (zone de santé de Rimba) ont forcé plusieurs personnes au déplacement. Les personnes qui ont fui ont été victimes de plusieurs violations de droits humains (tueries, viols, pillages des biens alimentaires et non alimentaires, séparation des familles, abandon des produits champêtres et perte des AGR). Dans toute la zone évaluée, 42 826 personnes réparties en 8 565 ménages déplacés y vivent actuellement dans un état de vulnérabilité multisectorielle préoccupante (difficulté d'accès à la nourriture, AME, etc.). Ces personnes ont également un accès faible aux services communautaires de base (santé, éducation, marchés...). La principale activité pouvant assurer la survie de la population déplacée c'est l'agriculture de subsistance, alors que ces personnes n'ont pas l'accès aux espaces cultivables dans les zones d'accueil et ne savent non plus accéder à leurs champs abandonnés à cause de l'insécurité. Le déplacement de la population est continu dans la zone en raison des incursions récurrentes des éléments armés dans les zones de provenance des déplacés. L'Antenne de OCHA-Mahagi en coordination avec les ONG nationales et internationales a organisé une mission d'évaluation multisectorielle dans la zone de santé de Rimba du 18 au 24 mars pour ressortir les chiffres estimatifs de personnes déplacées dans les zones d'accueil ainsi que leurs besoins urgents en termes d'aide humanitaire multisectorielle et d'identifier les causes profondes qui retardent le retour effectif de la population dans leurs milieux de provenance.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)